

données statistiques

Les organisations internationales à Genève et en Suisse

Résultats de l'enquête 1986 et données rétrospectives

Sommaire	page
1. Organisations internationales établies à Genève	1
2. Organisations internationales établies en Suisse	6
3. Quelques données générales sur le secteur international à Genève	9
4. Quelques résultats rétrospectifs pour Genève	12
. Graphiques	14
. Tableaux	16
5. Liste des tableaux disponibles sur demande	23

Mars 1987



SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE

Rue du 31-Décembre 8 Case postale 36 1211 Genève 6 ☎ 87 67 07

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Autres sources d'information :

. Annuaire statistique du canton de Genève (paraît en septembre) :

Le chapitre "organisations internationales" présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux et de graphiques.

. Aspects statistiques :

A intervalles irréguliers, un numéro de cette collection fait le point sur le secteur international à Genève.

. Données statistiques :

Chaque année, un numéro de cette collection présente les résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales. En général, ces données sont accompagnées d'un choix d'informations complémentaires.

En 1985, en plus des estimations sur l'importance de l'ensemble du secteur international à Genève ont été publiées quelques comparaisons internationales.

Pour tout complément d'information : tél. 87 67 45

Symboles :

Un tiret (-) signifie que la donnée est nulle.

Un astérisque (*) signifie que la donnée est inconnue.

Un point (.) signifie qu'aucune donnée ne peut correspondre à la définition.

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A GENEVE ET EN SUISSE

Résultats de l'enquête 1986 et données rétrospectives

La présentation des résultats de l'enquête annuelle du service cantonal de statistique (SCS) auprès des organisations internationales établies à Genève est complétée par quelques résultats et commentaires portant sur l'ensemble des organisations gouvernementales implantées en Suisse.

En outre, quelques informations de portée plus générale sur l'ensemble du secteur international à Genève en 1985 sont publiées dans cette brochure. Elles se fondent sur les résultats provisoires du recensement fédéral des entreprises de 1985.

De plus, cette année comme la précédente, des données rétrospectives portant sur les organisations gouvernementales¹⁾ établies à Genève figurent dans ce document. Cette réédition des données rétrospectives, mises à jour par les derniers résultats disponibles, a pour but de répondre à de nombreuses demandes d'information restées insatisfaites en raison de l'épuisement rapide du fascicule publié l'an passé. Présentées sous forme de graphiques et de tableaux, les données rétrospectives sur les emplois remontent jusqu'en 1950 alors que celles sur les dépenses et les conférences internationales couvrent la période 1970-1985.

1. Organisations internationales établies à Genève

Les résultats de la dernière enquête annuelle réalisée auprès des quinze organisations gouvernementales (OIG) et des dix principales organisations non gouvernementales (OING) révèlent une croissance soutenue de leur activité, qui fait suite à une progression modérée enregistrée l'année précédente. Au-delà des fluctuations annuelles, l'évolution actuelle s'inscrit dans la tendance à une stabilisation relative de l'activité de ces organisations qui est constatée depuis bientôt dix ans. Les tableaux de synthèse des pages 2 et 4 présentent les principaux résultats de cette enquête.

Emplois

D'avril 1985 à avril 1986, le nombre d'emplois recensés dans le secteur international²⁾ progresse de 3,7 %. Au cours des cinq années précédentes, la hausse globale des effectifs atteint 6,5 %, soit en moyenne 1,3 % par an. Une augmentation presque aussi forte qu'en 1986 a été constatée pour la dernière fois en 1980 (3,4 %). Au printemps 1986, le secteur international compte environ 22 000 emplois à Genève.

Les effectifs occupés par les 15 organisations gouvernementales établies à Genève augmentent de 0,8 % en un an (+ 1,1 % par an en moyenne pour les cinq années précédentes). Ils sont en baisse dans 5 organisations, progressent dans 8 et restent inchangés dans 2.

1) Voir la liste des organisations internationales gouvernementales à la page 22.

2) Défini ici comme l'ensemble formé des quinze OIG, des missions permanentes et des dix principales OING.

Tableau 1

Canton de Genève

Emplois dans le secteur International

Situation en avril

	Organisations gouvernementales ¹⁾			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales ²⁾
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
1978	11 296	2 971	14 267	2 339	2 158
1979	11 307	2 928	14 235	2 226	2 408
1980	11 271	3 504	14 775	2 377	2 359
1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557 ³⁾
1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749 ⁴⁾
1986	11 996	3 430	15 426	3 168	2 952

Tableau 2

Canton de Genève

Réunions Internationales accueillies par les organisations Internationales

	Organisations gouvernementales ¹⁾						Organisations non gouvernementales ²⁾		
	Total			dont organisations du système des Nations Unies					
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1977	1 026	13 775	51 921	896	13 486	47 703	406	886	6 585
1978	974	13 671	50 277	901	13 302	48 939	470	1 339	7 705
1979	1 054	13 387	56 873	968	12 998	54 659	457	1 436	8 656
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225
1985	1 275	13 624	71 440	1 128	13 080	58 701	586	2 531	10 948

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union Internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

3) Pour l'ensemble des 97 organisations dénombrées en septembre 1982, les emplois s'élèvent à 3 152. Parmi ces 97 organisations, une dizaine n'occupent pas de personnel stable ou rémunéré.

4) Pour l'ensemble des 106 organisations non gouvernementales dénombrées en septembre 1985, les effectifs occupés atteignent environ 3 576 (chiffre estimé à partir de résultats partiels du recensement fédéral des entreprises de 1985).

Amorcée en 1979, la baisse du nombre de fonctionnaires d'origine suisse se poursuit, mais de façon atténuée (- 0,9 % en un an), et leur proportion s'établit à 13,5 % en avril 1986 (16,6 % en avril 1979). Pour la quatrième année consécutive, l'effectif des fonctionnaires internationaux résidant dans le canton diminue (- 2,3 % en un an) alors qu'augmente le nombre de ceux résidant dans le canton de Vaud (+ 6,7 %) et en France (+ 3,8 %). En avril 1986, 54,0 % des fonctionnaires internationaux habitent dans le canton, 7,7 % dans le Pays de Vaud et 38,3 % en France. En 1978, première année pour laquelle on dispose de ces informations, 65,1 % des fonctionnaires internationaux résidaient à Genève, 4,3 % dans le canton de Vaud et 30,6 % en France.

Après avoir légèrement diminué l'année d'avant, le nombre des personnes occupées par les missions permanentes augmente de 10,9 % entre avril 1985 et avril 1986. Au cours des cinq années précédentes, l'effectif du personnel des missions permanentes avait progressé de 20,2 %.

Les emplois des 10 principales organisations non gouvernementales, qui rassemblent les 4/5 des effectifs occupés par ce type d'organisation, s'élèvent de 7,4 % entre avril 1985 et avril 1986. Pendant les cinq années précédentes, ils avaient augmenté de 16,5 %. D'une année à l'autre, les effectifs de 9 OING ont progressé et ceux d'une ont très légèrement baissé. La proportion des employés d'origine suisse s'est renforcée. En 1986, elle atteint 45,8 % alors qu'elle se fixait à 40,4 % en 1980. En un an, la proportion des employés habitant le canton de Genève s'est accrue (avril 1986 : 72,5 %) comme celle des employés habitant en France (avril 1986 : 11,7 %) et les résidents vaudois ont diminué en nombre et en proportion (avril 1986 : 15,8 %). En 1978, 78,7 % des personnes occupées par les OING habitaient Genève, 10,7 % dans le canton de Vaud et 10,6 % en France.

Réunions internationales

En 1985, le nombre de réunions et conférences internationales convoquées à Genève par les 15 OIG atteint un nouveau sommet (+ 6,8 % par rapport à 1984) comme celui des séances tenues (+ 8,7 % par rapport à 1984 où une légère baisse fut enregistrée). Les effectifs des délégués et experts progressent également (+ 2,5 %) comme on le constate chaque année depuis 1980.

Des augmentations plus sensibles sont enregistrées entre 1984 et 1985 pour les 10 principales OING : hausses de 22,3 % du nombre de conférences, de 21,3 % du nombre des séances et de 7,1 % des effectifs des délégués. Seules 4 OIG sur 15 et 1 OING sur 10 ont vu leur nombre de conférences ou de séances diminuer en 1985.

En 1985, le nombre de délégués et d'experts participant aux réunions internationales de l'ensemble des organisations internationales à Genève s'élève à près de 82 500. Dans la double hypothèse que l'ensemble de ces participants logent dans des hôtels de Genève et qu'ils sont domiciliés à l'étranger, ils forment les 8,9 % des arrivées des hôtes étrangers (8,0 % de l'ensemble des arrivées). La durée de séjour moyenne des délégués n'est pas connue mais il est certain qu'elle dépasse très nettement celle de l'ensemble des hôtes (en 1985 : 2,6 jours pour l'ensemble des hôtes; 2,4 jours pour les étrangers). En estimant la durée moyenne de séjour des

Tableau 3

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales¹⁾ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1977	895 117	289 255	1 184 372	198 048	54 327	252 375	1 436 747
1978	915 241	277 606	1 192 847	164 307	70 095	234 402	1 427 249
1979	943 520	301 165	1 244 685	152 316	47 565	199 881	1 444 566
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916
1985	1 281 451	473 789	1 755 240	181 972	89 081	271 053	2 026 293

Tableau 4

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales non gouvernementales²⁾ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1977	122 417	46 713	169 130	3 230	10 156	13 386	182 516
1978	137 488	41 393	178 881	4 177	3 673	7 850	186 731
1979	133 772	43 660	177 432	4 251	2 297	6 548	183 980
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481
1985	201 077	90 986	292 063	37 857	2 800	40 657	332 720

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union Internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

délégués à 12 jours, ils fournissent plus du tiers des nuitées enregistrées dans l'hôtellerie genevoise (37,6 %) et plus des quatre dixièmes (44,3 %) de nuitées d'hôtes étrangers¹⁾.

Dépenses

En 1985, le montant global des dépenses des 25 organisations internationales couvertes par la statistique annuelle du SCS s'élève à 2,359 milliards de francs. Il enregistre une hausse nominale de 8,4 % en un an - la plus forte depuis 1983 - et une augmentation de 4,2 % en termes réels (déduction faite de la hausse des prix). Au cours des cinq années précédentes, les dépenses de ces organisations ont progressé en moyenne de 6,0 % en valeur nominale et de 1,5 % en termes réels.

Le montant total des dépenses engagées pour les sièges ou offices des 15 OIG établies à Genève augmente de 7,7 % (+ 3,6 % en termes réels). Seules les dépenses d'une OIG, qui représentent 1,1 % du total, diminuent d'une année à l'autre. Contrairement à l'année précédente, les dépenses des 8 organisations du système des Nations Unies progressent plus fortement (+ 8,9 %) que celles des 7 autres organisations. La structure des dépenses reste relativement stable au cours des ans; en 1985, elle est la suivante : coût salarial : 63,1 %; dépenses courantes en biens et services : 23,6 %; dépenses d'investissements : 13,3 %. On relève toutefois une hausse plus marquée des dépenses d'investissements (+ 17,8 % en un an), en particulier des achats de biens d'équipement (+ 25,1 %), que des dépenses courantes (+ 6,3 %). Parmi celles-ci, les dépenses salariales (+ 3,9 %) croissent plus faiblement que les dépenses en autres biens et services (+ 13,5 %). La part des dépenses revenant à la Suisse s'élève à environ 1,2 milliard de francs (+ 8,2 % en un an). Le CERN a une part prépondérante dans les dépenses d'investissements des OIG (86,7 % en 1985); cette part était encore plus élevée lors des années antérieures.

La progression des dépenses des 10 principales OING s'élève à 12,6 % en 1985 (+ 8,3 % en termes réels). Durant les cinq années précédentes, leurs dépenses totales avaient augmenté de 9,9 % par an en moyenne (+ 5,3 % en termes réels). Les 4/5e de la hausse des dépenses de l'année dernière découlent d'une très forte progression des dépenses d'investissements (+ 284,2 %), qui a pour origine d'importants achats de biens d'équipement dans une organisation. Le montant total des dépenses des OING se répartit ainsi en 1985 : coût salarial : 60,4 %; dépenses courantes en biens et services : 27,4 %; investissements : 12,2 %.

1) Ces chiffres sont légèrement surestimés en raison des hypothèses assez grossières qui guident leur élaboration. En effet, une partie des délégations est formée de collaborateurs des missions permanentes et sont des résidents genevois, une partie des délégués domiciliés à l'étranger sont logés dans les missions permanentes ou des logements dont elles disposent, quelques-uns descendent dans des hôtels de la région situés hors du canton, enfin, les délégués de la Suisse, s'ils résident à l'hôtel, sont de nationalité helvétique.

2. Organisations internationales établies en Suisse

En plus des quinze OIG situées à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle¹⁾. L'Union postale universelle (UPU), qui a plus de 150 emplois, et l'Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI), qui emploie une vingtaine de personnes, sont implantés à Berne. A Bâle, la Banque des règlements internationaux (BRI) offre plus de 300 emplois. Le tableau de la page 5 présente les principaux résultats se rapportant aux dix-huit organisations internationales implantées en Suisse.

En avril 1986, les 491 personnes occupées par les trois organisations établies en Suisse alémanique représentent 3,1 % des 15 917 emplois des OIG en Suisse (Genève 96,9 %). Dans ces trois organisations, la plupart des fonctionnaires internationaux résident en Suisse (98,9 %; 63,1 % pour l'ensemble des 18 OIG), beaucoup sont de nationalité suisse (38,4 %; 14,5 % pour l'ensemble des 18 OIG) et peu de personnes occupées n'ont pas un statut de fonctionnaire international (3,1 % mais 21,6 % pour l'ensemble des 18 OIG).

Ces trois organisations accueillent les 3,3 % des conférences et réunions internationales convoquées en Suisse par les OIG et rassemblent les 3,0 % des délégués participant à ces séances.

Les dépenses effectuées pour ces trois sièges constituent les 4,8 % de celles de l'ensemble des dix-huit OIG établies en Suisse, qui s'élèvent à plus de 2 milliards de francs en 1985. Comparativement à celles des OIG établies à Genève, les dépenses engagées par ces trois OIG sont plus importantes. La part du coût salarial total de ces trois organisations représente les 5,6 % de celui des dix-huit organisations et leurs autres dépenses courantes en biens et services en constituent les 4,9 %. Leurs dépenses d'investissements n'atteignent que le 0,6 % du total de ce type de dépenses par rapport aux dix-huit organisations. Mais, en faisant abstraction du CERN, cette part s'élève à 4,0 %. L'importance relative de ces trois organisations est plus élevée mesurée en termes de dépenses que d'emplois. Ces écarts relatifs s'expliquent pour l'essentiel par des différences de taille et de nature d'activité des organisations considérées : celles de Bâle et de Berne comptent, par exemple, probablement et en proportion, plus de fonctionnaires d'état-major que les OIG établies à Genève.

Entre 1985 et 1986, le nombre d'emplois des trois OIG établies à Bâle et à Berne reste inchangé alors qu'il progresse de 1,8 % pour l'ensemble des dix-huit OIG. Au cours des cinq années précédentes, le total des personnes occupées avait diminué de 2,8 % dans ces trois organisations et progressé de 2,5 % dans les dix-huit.

En 1985, le nombre de réunions internationales accueillies par les trois OIG établies à Bâle et à Berne diminue alors que l'effectif de leurs participants augmente très légèrement (+ 0,7 % contre 2,4 % pour l'ensemble des dix-huit OIG). Au contraire des OIG établies à Genève, l'activité de ces trois OIG dans le domaine des conférences internationales ne s'est pas développée depuis le début des années 80.

1) L'enquête auprès des organisations internationales réalisée par le SCS dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble de la Suisse en 1980. Dans les autres cantons, l'Office fédéral de la statistique se charge de son exécution.

Tableau 5

Suisse

Emplois dans les organisations internationales gouvernementales¹⁾

	Personnes titulaires d'une carte de légitimation selon le lieu de résidence										Autres personnes	Total
	Cantons suisses			A l'étranger			Total					
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total			
1980	1 889	6 131	8 020	170	3 543	3 713	2 059	9 674	11 733	3 547	15 280	
1981	1 839	6 157	7 996	167	3 758	3 925	2 006	9 915	11 921	3 615	15 536	
1982	1 812	6 404	8 216	169	3 921	4 090	1 981	10 325	12 306	3 168	15 474	
1983	1 742	6 358	8 100	174	3 993	4 167	1 916	10 351	12 267	2 983	15 250	
1984	1 682	6 362	8 040	177	4 027	4 204	1 859	10 389	12 248	3 489	15 737	
1985	1 644	6 317	7 961	181	4 252	4 433	1 825	10 569	12 394	3 273	15 667	
1986	1 606	6 263	7 869	200	4 403	4 603	1 806	10 666	12 472	3 445	15 917	

Tableau 6

Suisse

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales¹⁾

	Ensemble des OIG			dont OIG établies à Berne et à Bâle		
	Réunions Internationales	Séances tenues	Délégués et experts	Réunions Internationales	Séances tenues	Délégués et experts
1979	1 104	13 631	58 999	50	244	2 126
1980	1 176	13 715	56 896	50	246	2 370
1981	1 191	12 676	55 881	49	212	2 146
1982	1 263	12 298	61 455	46	240	2 040
1983	1 240	12 916	67 450	46	240	2 070
1984	1 240	12 781	71 871	46	246	2 170
1985	1 319	13 846	73 625	44	222	2 185

1) A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV.
 A Berne : OCTI et UPU.
 A Bâle : BRI.

Tableau 7

Suisse

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales¹⁾ (milliers de F.)

	Coût salarial				Dépenses courantes		Dépenses d'Investissements			
	Salaires nets	Contributions sociales à la charge		Total	Dépenses courantes pour d'autres biens et services	Total	Achats de biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
		des salariés	de l'employeur							
1979	802 019	65 826	130 927	998 772	320 437	1 319 209	153 441	47 626	201 067	1 520 276
1980	814 381	69 531	138 092	1 022 004	342 914	1 364 918	155 816	29 880	185 696	1 550 614
1981	871 872	78 149	161 675	1 111 696	370 805	1 482 501	142 192	43 599	185 791	1 668 292
1982	906 201	86 848	170 991	1 164 040	391 290	1 555 330	127 836	63 965	191 801	1 747 131
1983	968 837	98 873	194 528	1 262 238	437 541	1 699 779	136 786	83 953	220 739	1 920 518
1984	1 000 740	103 427	200 004	1 304 171	442 211	1 746 382	146 995	84 798	231 793	1 978 175
1985	1 032 063	110 402	215 397	1 357 862	498 312	1 856 174	183 434	89 134	272 568	2 128 742

1) A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV.

A Berne : OCTI et UPU.

A Bâle : BRI.

En 1985, les dépenses de ces trois OIG augmentent de 5,3 % contre 7,6 % pour l'ensemble des dix-huit OIG. Au cours des cinq précédentes années, leurs dépenses avaient progressé de 28,5 % (soit de 5,1 % par an) alors qu'elles s'étaient accrues de 30,1 % (soit de 5,4 % par an) pour l'ensemble des dix-huit OIG établies en Suisse. Ces divers éléments mettent en évidence un renforcement de l'importance relative des OIG établies à Genève par rapport à celles implantées dans les autres cantons.

3. Quelques données générales sur le secteur international à Genève

Le recensement fédéral des entreprises (RFE) réalisé en septembre 1985 permet de dénombrer à nouveau les personnes occupées dans les OING établies à Genève. A partir des résultats des RFE de 1965, 1975 et 1985 et de l'enquête cantonale sur l'emploi de 1982, il est possible de connaître le nombre d'organismes appartenant au secteur international et leurs effectifs.

En 1985, le secteur international compte 249 organismes, soit 15 OIG, 2 commissions internationales permanentes, 3 représentations d'OIG ayant leur siège à l'étranger, 123 missions permanentes et 106 OING¹⁾. Parmi celles-ci, 15 n'occupent que du personnel à temps partiel et 91 du personnel à plein temps; au total, 3 576 personnes ont une activité stable et rémunérée dans une OING. Les dix plus grandes OING, qui occupent plus de cent personnes et qui participent à l'enquête annuelle du SCS, rassemblent plus des 3/4 des emplois offerts par ce type d'organisation.

En 1985, 21 809 salariés travaillent dans le secteur international, ce qui représente 9,0 % des emplois du canton. Plus de 15 000 emplois sont offerts par les OIG, environ 3 000 par les missions permanentes et plus de 3 500 par les OING.

De 1964 à 1985, la part des OIG dans l'emploi total du secteur international à Genève a peu varié (69,6 % en 1964; 71,4 % en 1976; 69,6 % en 1985), celle des organisations du système des Nations Unies est restée aussi assez stable (43,0 % en 1964; 39,9 % en 1976; 41,0 % en 1985) alors que l'importance relative des missions permanentes s'est fortement accrue (8,4 % des emplois en 1964; 11,5 % en 1975; 13,9 % en 1985), en raison de la progression du nombre de ces représentations et de l'augmentation de leur taille. En revanche, la part des OING a diminué (22,0 % des emplois en 1964, 17,1 % en 1975 et 16,4 % en 1985); cet affaiblissement relatif s'explique, entre 1964 et 1975, par une augmentation modérée du nombre d'OING et de leurs emplois puis, entre 1975 et 1985, par une stabilisation du nombre d'organisations et des personnes occupées. Pendant la période considérée, la taille moyenne des OING a progressé, passant de 21,4 à 33,7 personnes. Cette évolution résulte de l'implantation de quelques nouvelles OING à Genève, de la cessation d'activité de certaines d'entre elles ou de leur départ dans d'autres régions ainsi que de la prise en charge des tâches de secrétariat par d'autres organisations ou du regroupement de celles-là.

1) Les organisations administrées par d'autres organismes ou par du personnel bénévole ne sont pas prises en compte.

Tableau 8

Canton de Genève

Nombre d'organisations, de missions et d'emplois du secteur international

	1964		1975-76		1982-83		1985-86 ¹⁾	
	Organismes	Emplois	Organismes	Emplois	Organismes	Emplois	Organismes	Emplois
Organisations internationales gouvernementales	11	6 175	13	13 198	14	14 764	15	15 176
• organisations du système des Nations Unies	8	3 814	8	7 385	8	8 867	8	8 936
• CERN	1	2 112	1	5 588	1	5 627	1	5 939
• autres organisations	2	249	4	225	5	270	6	301
Missions permanentes auprès des organisations internationales	71	749	104	2 135	117	2 734	123	3 022
Commissions Internationales permanentes et représentations d'OIG	-	-	-	-	-	-	5	35
Organisations internationales non gouvernementales	91	1 951	107	3 162	97	3 152	106	3 576
Total	173	8 875	224	18 495	228	20 650	249	21 809
Part dans l'emploi du canton (en %)	.	5,5	.	9,2	.	9,2	.	9,0

1) Chiffres partiellement provisoires.

Globalement, entre 1964 et 1975-76, la croissance des emplois dans le secteur international a été quatre fois plus forte que dans le reste de l'économie genevoise (+ 108,4 % contre + 25,0 %) mais, entre 1975-76 et 1985, l'évolution enregistrée par le secteur international (+ 17,9 %) est dépassée par celle de l'ensemble de l'économie du canton (+ 20,0 %). L'écart s'est creusé pendant les dernières années de cette période : entre 1982 et 1985, les emplois ont progressé de 5,6 % dans le secteur international et de 7,6 % dans l'ensemble de l'économie cantonale. Après un développement rapide, ce secteur est donc entré dans une phase de consolidation.

Pour les années 1982 et 1985, le SCS a estimé le montant global des dépenses engagées pour l'activité des sièges ou offices des organisations internationales établies à Genève¹⁾. Ce montant atteint 2,5 milliards de francs, ce qui représente les 3/4 des dépenses de l'Etat de Genève et plus des 2/5 de la valeur des exportations du canton à l'étranger. De ces dépenses, 1,5 milliard, soit 61,4 %, revient directement à la Suisse sous forme de salaires versés à des résidents, d'achats de biens et de services en Suisse et d'autres versements destinés à des entreprises établies en Suisse. Ce montant représente 10,6 % du revenu cantonal genevois. La part des OING atteint 19,3 % des dépenses totales et 25,2 % de celles revenant à la Suisse.

Le volume des dépenses engagées par les organisations internationales établies à Genève confirme leur importance dans l'économie régionale et même nationale.

Tableau 9

Canton de Genève

Estimation des dépenses totales de l'ensemble des organisations Internationales¹⁾
(Milliers de F.)

	1982	1985
Organisations gouvernementales	1 660 805	2 026 293
. dont dépenses en Suisse	959 153	1 153 338
Organisations non gouvernementales	334 635	485 080
. dont dépenses en Suisse	275 221	388 064
Ensemble des organisations Internationales	1 995 440	2 511 373
. dont dépenses en Suisse	1 234 374	1 541 402
A titre d'information :		
Dépenses totales en % des dépenses brutes de l'Etat de Genève	75,9	74,4
Dépenses totales en % de la valeur des exportations du canton à l'étranger	44,4	46,1
Dépenses en Suisse en % du revenu cantonal	10,3	10,6

1) Dépenses faites pour les sièges ou offices des organisations Internationales localisés à Genève. Chiffres estimés pour les organisations non gouvernementales.

1) Faute d'informations, les dépenses des missions permanentes établies à Genève ne peuvent être évaluées.

4. Quelques résultats rétrospectifs pour Genève

Les organisations internationales gouvernementales constituent à la fois le coeur et la partie la plus importante du secteur international à Genève. En 1982 par exemple, 70 % des emplois du secteur international¹⁾ et 80 % des dépenses des organisations internationales se rapportaient aux OIG. C'est pourquoi il est intéressant de retracer l'évolution de l'activité des OIG sur une longue période.

Les données sur les emplois dans les OIG et les missions permanentes couvrent les années 1950-1986 (à l'exception de 1951). Elles portent sur les fonctionnaires internationaux exclusivement car les effectifs des autres personnes occupées par les OIG ne sont connus que depuis 1978. Les données ont été établies par le Département fédéral des affaires étrangères jusqu'en 1980. Dès 1981, les effectifs des fonctionnaires internationaux sont tirés de l'enquête annuelle du SCS auprès des OIG et ceux des collaborateurs des missions permanentes sont dénombrés par le SCS à partir de documents administratifs.

Les données sur les réunions internationales proviennent de l'enquête annuelle du SCS pour les années 1977-85. Pour les années 1970-1976, les chiffres sont tirés des rapports annuels de l'Office du tourisme de Genève et portent sur quatre OIG. En 1977, ces quatre OIG (sur quatorze) accueillait les 2/3 des conférences et de leurs participants et organisaient les 7/8 des séances correspondantes.

Les informations sur les dépenses des OIG sont tirées de l'enquête annuelle du SCS pour les années 1977-1985. Pour les années antérieures, il s'agit d'estimations faites à partir de données collectées par l'Office fédéral de la statistique auprès de quelques OIG.

Pour interpréter correctement les diverses évolutions, il convient de tenir compte de la progression du nombre des OIG établies à Genève. Celle-ci est retracée au tableau 10 (page 13). Elle est surtout marquée entre 1950 et 1960 et les onze organisations qui étaient déjà implantées à Genève en 1960 emploient, en 1986, les 99,6 % des fonctionnaires internationaux travaillant dans une OIG à Genève.

L'évolution du nombre d'emplois dans les OIG suit une courbe en "S", correspondant à un "modèle logistique de croissance" : brève phase de démarrage, suivie d'une phase de forte croissance jusque vers la fin des années 60 (point d'inflexion en 1968) et, enfin, phase de ralentissement et de stabilisation des effectifs. Il est intéressant de relever que cette forme de courbe de croissance se retrouve à l'échelle mondiale pour les OIG dans leur ensemble. Les emplois dans les missions permanentes augmentent de façon plus régulière (progression linéaire) tout en marquant une certaine accélération en fin de période.

1) Le secteur international est formé des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ainsi que des missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées. En ajoutant à ce secteur les sièges et sociétés multinationales qui ont une activité de portée internationale, on obtient le tertiaire international.

Tableau 10

Canton de Genève

Nombre d'organisations internationales gouvernementales

Année		Année		Année		Année	
1950	5	1960	11	1970	12	1980	14
1951	5	1961	11	1971	13	1981	14
1952	7	1962	11	1972	13	1982	14
1953	8	1963	11	1973	13	1983	14
1954	9	1964	11	1974	13	1984	14
1955	9	1965	11	1975	13	1985	15
1956	9	1966	11	1976	13	1986	15
1957	9	1967	11	1977	14		
1958	9	1968	11	1978	14		
1959	9	1969	11	1979	14		

La progression du nombre de conférences internationales est régulière (+ 2,8 % par an depuis 1977). Le nombre de participants à ces réunions augmente de façon continue et soutenue (+ 4,1 % par an depuis 1977) alors que celui des séances tenues stagne depuis quelques années, les infrastructures étant pleinement utilisées.

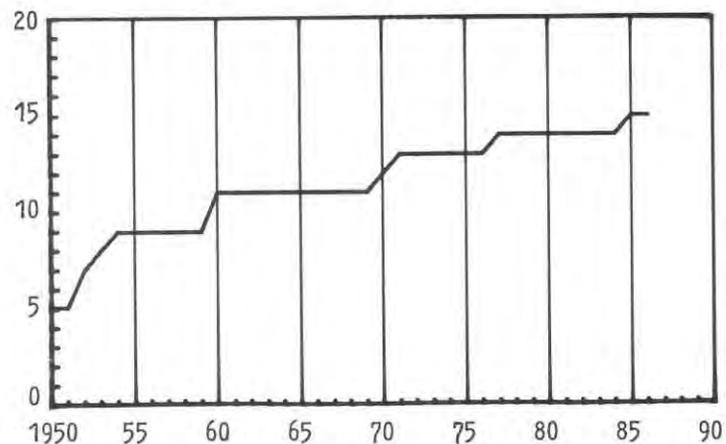
Les dépenses totales nominales des OIG progressent rapidement jusqu'en 1973-74, puis croissent modérément avant de se redresser légèrement dès 1981. Le plafonnement (en 1974), puis la baisse des dépenses d'investissements expliquent l'essentiel de cette évolution. En termes réels (déduction faite du renchérissement), les dépenses totales stagnent depuis 1973, mis à part leur redressement constaté en fin de période. De 1973 à 1977, la baisse des investissements est compensée par l'augmentation des dépenses courantes; depuis 1978, ces deux types de dépenses restent quasi stationnaires.

L'analyse des structures de dépenses montre un fléchissement régulier de la part des investissements au cours des années 70 au profit des salaires et des dépenses courantes pour d'autres biens et services. Par la suite, la répartition entre les dépenses d'investissements et le coût salarial reste relativement stable, mais la part des autres dépenses courantes tend à s'élargir. Connus depuis 1978, les montants des dépenses revenant à la Suisse progressent faiblement en termes nominaux (en moyenne : 4,5 % l'an) mais restent quasiment stationnaires en termes réels (0,3 % l'an) et leur part dans le total s'amenuise légèrement. Le déplacement des lieux de résidence des fonctionnaires internationaux vers la France et la baisse des investissements expliquent cette évolution.

La part des dépenses de l'ONU dans le total des dépenses des quinze OIG progresse faiblement en 16 ans, passant d'environ 20 % à 23 %; celle des autres institutions du système des Nations Unies tend également à s'élargir, passant d'environ 32 % à 38 % du total. La part du CERN s'accroît dans un premier temps (environ 46 % en 1970 et 50 % en 1975) puis fléchit (37-38 % en fin de période). La part relative des autres OIG reste marginale durant toute la période considérée (environ 2 %).

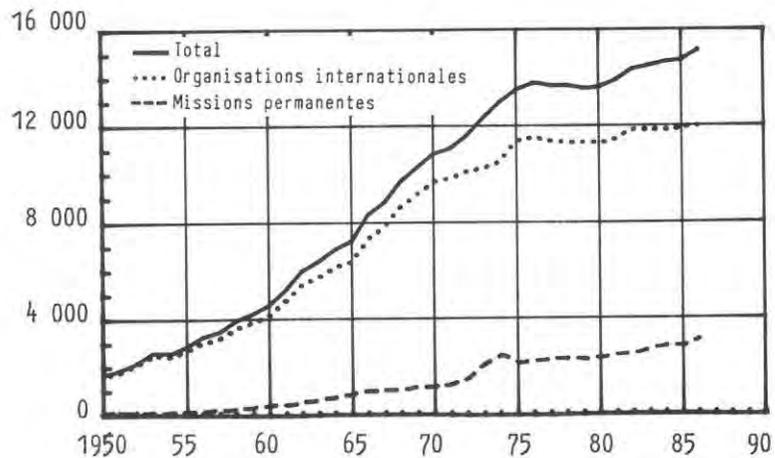
Graphique A

Nombre d'organisations internationales gouvernementales établies à Genève, depuis 1950



Graphique B

Personnel¹⁾ des organisations internationales gouvernementales et des missions permanentes, depuis 1950

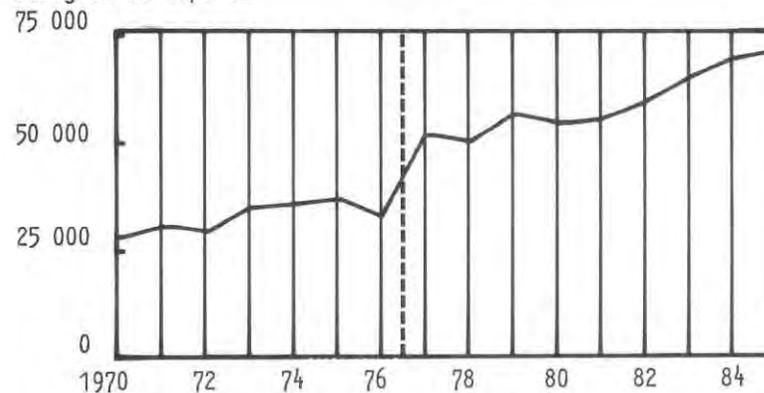


1) Titulaires d'une carte de légitimation (fonctionnaires internationaux).

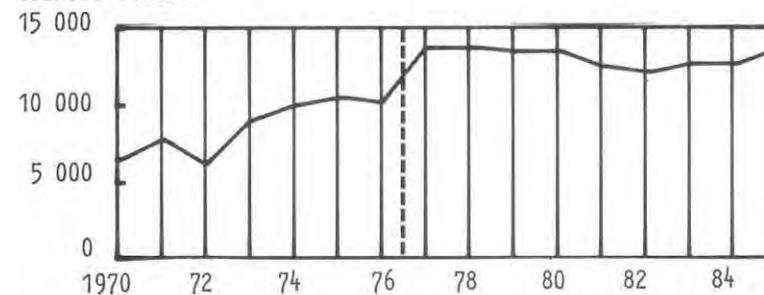
Graphique C

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales¹⁾, depuis 1970

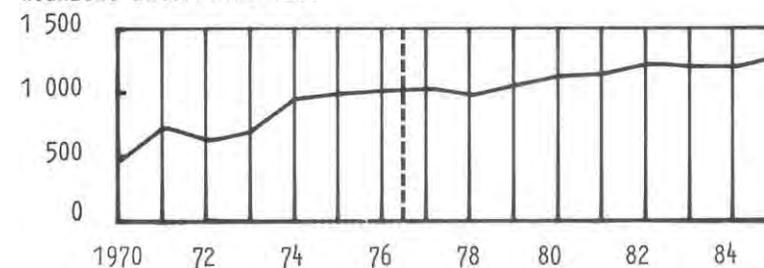
Délégués et experts



Séances tenues



Réunions internationales

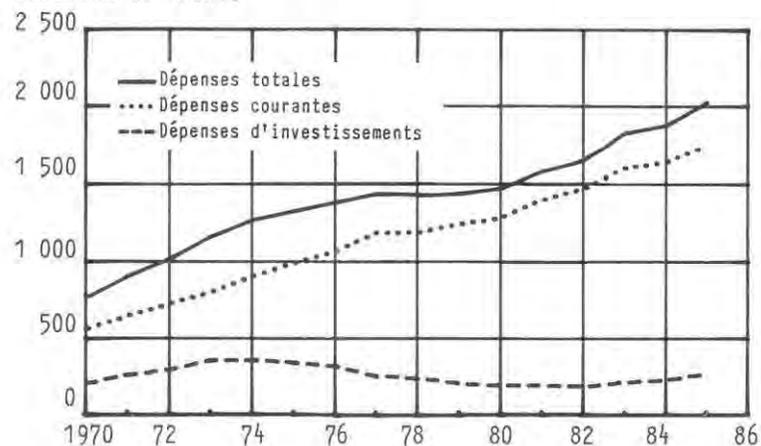


1) Jusqu'en 1976, chiffres des quatre principales OIG. Dès 1977, chiffres exhaustifs.

Graphique D

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales, en francs courants, depuis 1970

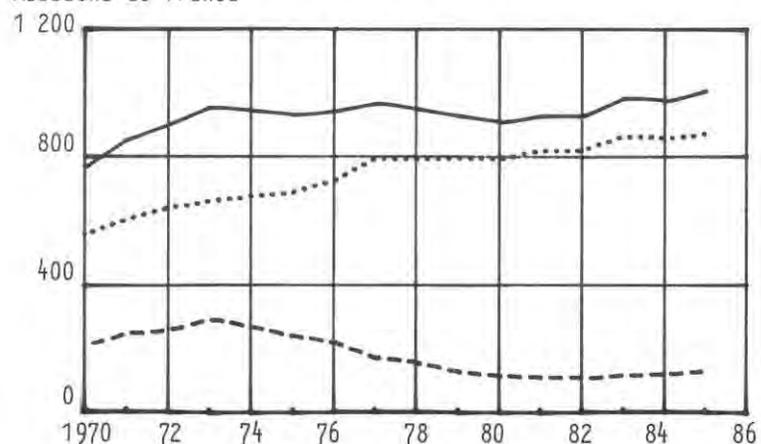
Millions de francs



Graphique E

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales, en francs constants¹⁾, depuis 1970

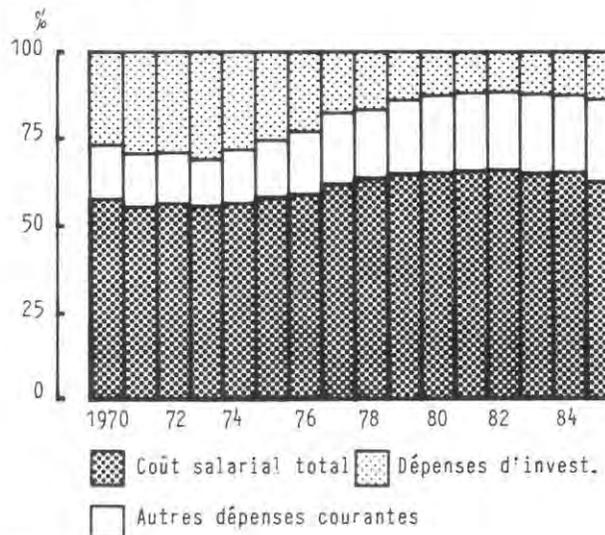
Millions de francs



1) L'évolution des montants en francs constants (ou en termes réels) se déduit de l'évolution en francs courants (ou nominale) par la défalcation de la progression du niveau général des prix mesurée par l'indice genevois des prix à la consommation.

Graphique F

Structure des dépenses des organisations Internationales, depuis 1970



Graphique G

Répartition des dépenses des organisations Internationales, par type d'organisation, depuis 1970

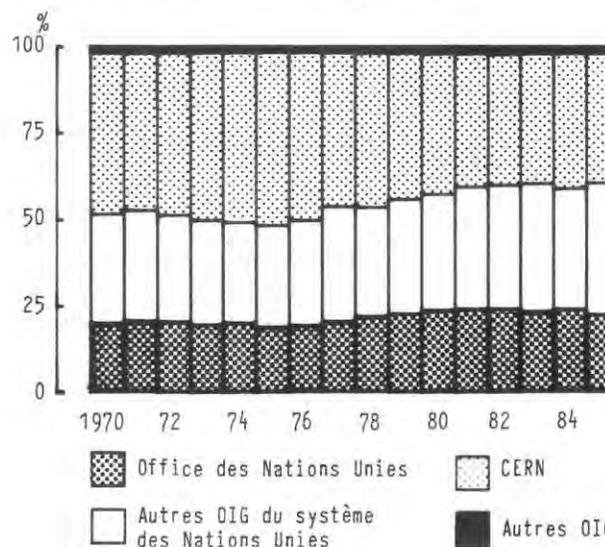


Tableau II

Canton de Genève

Nombre d'emplois¹⁾ dans les organisations Internationales gouvernementales²⁾ et les missions permanentes, de 1950 à 1986
 Résultats de 1950 à 1961

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ONU	585	.	680	964	725	719	811	852	881	918	910	966
BIT	541	.	646	655	657	747	794	793	865	845	899	1 010
OMS	345	.	438	447	444	483	484	449	528	579	628	674
UIT	122	.	160	217	215	205	237	226	256	245	266	308
OMM	.	.	.	51	65	60	68	69	83	90	93	102
OMPI	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	50	50
BIE	18	.	18	17	17	17	18	18	19	18	17	21
GATT	.	.	23	30	32	37	41	44	49	60	70	91
CERN	.	.	.	.	128	286	442	606	761	908	981	1 297
AELE	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	22	49
CIME	.	.	146	159	163	175	166	180	186	194	192	195
Total	1 611	.	2 111	2 540	2 446	2 729	3 061	3 237	3 628	3 857	4 128	4 763
Missions permanentes	.	.	106	95	158	192	247	281	331	378	468	479
Total général	.	.	2 217	2 635	2 604	2 921	3 308	3 518	3 959	4 235	4 596	5 242

1) Fonctionnaires Internationaux (titulaires d'une carte de légitimation).

2) Voir la liste des organisations Internationales gouvernementales à la page 22.

3) Données établies par le Département fédéral des affaires étrangères pour le personnel des missions permanentes et, jusqu'en 1980, pour les fonctionnaires Internationaux. Dès 1980, ces données-ci sont élaborées par le SCS.

Nombre d'emplois¹⁾ dans les organisations Internationales gouvernementales²⁾ et les missions permanentes, de 1950 à 1986
Résultats de 1962 à 1973

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
ONU	1 025	1 066	1 082	1 121	1 325	1 459	1 522	1 687	1 860	1 925	2 011	2 218
BIT	1 046	1 117	1 201	1 247	1 324	1 399	1 615	1 688	1 714	1 491	1 402	1 539
OMS	719	752	793	812	1 000	1 063	1 178	1 158	1 188	1 237	1 299	1 230
UIT	328	352	378	368	382	395	414	451	463	510	529	560
OMM	102	116	146	147	173	174	218	228	245	262	259	250
OMPI	52	57	58	65	67	74	90	103	115	125	141	132
BIE	23	26	23	22	26	26	27	26	33	32	30	34
GATT	102	120	133	163	189	207	231	270	300	332	344	331
CERN	1 823	1 899	2 112	2 177	2 615	2 825	3 146	3 328	3 523	3 660	3 866	3 756
AELE	45	59	76	86	97	95	91	90	90	85	74	64
CIME	185	177	173	166	136	143	143	142	141	140	141	127
UI	.	.	.	.	.	.	.	.	.	12	14	15
ISVS	.	.	.	.	.	.	.	.	19	17	26	22
Total	5 450	5 741	6 175	6 374	7 334	7 860	8 675	9 171	9 691	9 828	10 136	10 278
Missions permanentes	578	680	749	886	1 008	1 032	1 054	1 159	1 193	1 280	1 504	2 120
Total général	6 028	6 421	6 924	7 260	8 324	8 892	9 729	10 330	10 884	11 108	11 640	12 398

1) Fonctionnaires Internationaux (titulaires d'une carte de légitimation).

2) Voir la liste des organisations Internationales gouvernementales à la page 22.

3) Données établies par le Département fédéral des affaires étrangères pour le personnel des missions permanentes et, jusqu'en 1980, pour les fonctionnaires Internationaux. Dès 1980, ces données-ci sont élaborées par le SCS.

Nombre d'emplois¹⁾ dans les organisations internationales gouvernementales²⁾ et les missions permanentes, de 1950 à 1986
 Résultats de 1974 à 1986

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ONU	2 415	2 754	2 997	2 975	3 084	3 162	3 127	3 234	3 550	3 521	3 509	3 492	3 512
BIT	1 466	1 585	1 449	1 493	1 416	1 328	1 345	1 340	1 382	1 399	1 400	1 395	1 396
OMS	1 296	1 354	1 434	1 343	1 313	1 328	1 308	1 272	1 279	1 270	1 279	1 309	1 318
UIT	495	690	596	569	596	611	644	674	692	705	697	721	734
OMM	266	274	275	280	277	284	291	286	283	299	298	291	292
OMPI	156	173	178	187	189	198	246	262	272	278	287	290	295
BIE	38	42	38	35	33	36	32	34	34	34	36	36	31
GATT	232	255	271	308	310	305	293	309	316	310	325	339	329
CERN	3 952	4 087	4 093	3 937	3 853	3 893	3 768	3 827	3 811	3 746	3 706	3 782	3 831
AELE	71	73	75	76	73	73	74	74	74	73	72	69	68
CIM (ex-CIME)	115	120	120	123	120	111	113	119	122	134	137	150	146
UI	17	17	18	17	18	18	18	19	18	19	19	21	22
OIPC	.	.	6	6	8	8	6	5	5	6	8	7	6
APEF	.	.	.	4	6	6	6	6	6	6	6	6	6
UPOV	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	10	10
ISVS	25	14	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Total	10 544	11 438	11 550	11 353	11 296	11 307	11 271	11 461	11 844	11 800	11 779	11 918	11 996
Missions permanentes	2 494	2 135	2 240	2 303	2 374	2 226	2 377	2 476	2 529	2 734	2 887	2 857	3 168
Total général	13 038	13 573	13 790	13 656	13 670	13 533	13 648	13 937	14 373	14 534	14 666	14 775	15 164

1) Fonctionnaires internationaux (titulaires d'une carte de légitimation).

2) Voir la liste des organisations internationales gouvernementales à la page 22.

3) Données établies par le Département fédéral des affaires étrangères pour le personnel des missions permanentes et, jusqu'en 1980, pour les fonctionnaires internationaux. Dès 1980, ces données-ci sont élaborées par le SCS.

Tableau 12

Canton de Genève

Réunions¹⁾ accueillies par les organisations Internationales gouvernementales, de 1970 à 1985²⁾
 Résultats de 1970 à 1977

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Réunions Internationales	458	722	622	700	950	990	1 010	1 026
Séances tenues	6 350	7 800	6 150	9 000	10 000	10 470	10 129	13 775
Délégués et experts	27 900	30 700	29 000	35 000	36 000	37 100	32 700	51 921

Résultats de 1978 à 1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Réunions Internationales	974	1 054	1 126	1 142	1 217	1 194	1 194	1 275
Séances tenues	13 671	13 387	13 469	12 464	12 058	12 676	12 535	13 624
Délégués et experts	50 277	56 873	54 526	55 735	59 415	65 380	69 701	71 440

1) Réunions, sessions et conférences tenues à Genève, convoquées ou accueillies par une organisation gouvernementale établie dans le canton.

2) Chiffres des quatre principales organisations (ONU, BIT, OMS, UIT) jusqu'en 1976.

Dépenses¹⁾ des organisations internationales gouvernementales, de 1970 à 1985
 Résultats de 1970 à 1977

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	Milliers de F							
Dépenses courantes ²⁾	559 367	641 893	722 409	805 999	909 469	989 371	1 063 656	1 184 372
· coût salarial total	441 900	503 244	574 315	647 217	714 843	773 688	815 824	895 117
· dépenses courantes pour d'autres biens et services	117 467	138 649	148 094	158 782	194 626	215 683	247 832	289 255
Dépenses d'investissements ³⁾	204 859	265 353	293 368	356 744	357 086	338 876	315 267	252 375
· achats de biens d'équipement	131 587	142 854	177 233	217 249	233 582	204 114	222 090	198 048
· dépenses de construction	73 272	122 499	116 135	139 495	123 504	134 762	93 177	54 327
Total des dépenses	764 226	907 246	1 015 777	1 162 743	1 266 555	1 328 247	1 378 923	1 436 747

Résultats de 1978 à 1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ⁴⁾
	Milliers de F							
Dépenses courantes	1 192 847	1 244 685	1 289 114	1 403 164	1 470 486	1 611 831	1 650 739	1 755 240
· coût salarial total	915 241	943 520	964 681	1 049 729	1 100 387	1 195 717	1 233 139	1 281 451
· dépenses courantes pour d'autres biens et services	277 606	301 165	324 433	353 435	370 099	416 114	417 600	473 789
Dépenses d'investissements	234 402	199 881	184 657	184 992	190 319	219 350	230 177	271 053
· achats de biens d'équipement	164 307	152 316	154 777	141 445	126 407	135 450	145 432	181 972
· dépenses de construction	70 095	47 565	29 880	43 547	63 912	83 900	84 745	89 081
Total des dépenses	1 427 249	1 444 566	1 473 771	1 588 156	1 660 805	1 831 181	1 880 916	2 026 293
dont dépenses revenant à la Suisse	846 716	854 739	870 234	948 017	959 153	1 077 403	1 065 832	1 153 338

1) Dépenses effectuées pour le siège ou l'office établi à Genève.

2) Estimation jusqu'en 1976.

3) Dépenses de l'ONU, du BIT, de l'OMS et du CERN jusqu'en 1976.

4) Résultats provisoires jusqu'au prochain relevé.

Structure des dépenses¹⁾ des organisations internationales gouvernementales, de 1970 à 1985

Résultats de 1970 à 1977

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
	Pour cent							
Dépenses courantes ²⁾	73,2	70,8	71,1	69,3	71,8	74,5	77,1	82,4
. coût salarial total	57,8	55,5	56,5	55,7	56,4	58,3	59,1	62,3
. dépenses courantes pour d'autres biens et services	15,4	15,3	14,6	13,6	15,4	16,2	18,0	20,1
Dépenses d'investissements ³⁾	26,8	29,2	28,9	30,7	28,2	25,5	22,9	17,6
. achats de biens d'équipement	17,2	15,7	17,5	18,7	18,4	15,4	16,1	13,8
. dépenses de construction	9,6	13,5	11,4	12,0	9,8	10,1	6,8	3,8
Total des dépenses	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Résultats de 1978 à 1985

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985 ⁴⁾
	Pour cent							
Dépenses courantes	83,6	86,2	87,5	88,3	88,5	88,0	87,8	86,6
. coût salarial total	64,1	65,3	65,5	66,1	66,2	65,3	65,6	63,1
. dépenses courantes pour d'autres biens et services	19,5	20,9	22,0	22,2	22,3	22,7	22,2	23,6
Dépenses d'investissements	16,4	13,8	12,5	11,7	11,5	12,0	12,2	13,3
. achats de biens d'équipement	11,5	10,5	10,5	8,9	7,6	7,4	7,7	8,9
. dépenses de construction	4,9	3,3	2,0	2,8	3,9	4,6	4,5	4,4
Total des dépenses	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
dont dépenses revenant à la Suisse	59,3	59,2	59,0	59,7	57,8	58,8	56,7	56,9

1) Dépenses effectuées pour le siège ou l'office établi à Genève.

2) Estimation jusqu'en 1976.

3) Dépenses de l'ONU, du BIT, de l'OMS et du CERN jusqu'en 1976.

4) Résultats provisoires jusqu'au prochain relevé.

Liste des organisations Internationales gouvernementales établies à Genève

Organisations du système des Nations Unies

ONU Office des Nations Unies à Genève

. Institutions spécialisées de l'ONU

BIT Bureau International du travail
OMS Organisation mondiale de la santé
UIT Union Internationale des télécommunications
OMM Organisation météorologique mondiale
OMPI Organisation mondiale de la propriété Intellectuelle

. Autres Institutions et organes du système des Nations Unies

BIE Bureau International d'éducation, qui est rattaché à l'UNESCO
GATT Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisations européennes

CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire
AELE Association européenne de libre-échange

Autres organisations

CIM Comité Intergouvernemental pour les migrations
UI Union Interparlementaire
OIPC Organisation Internationale de protection civile
APEF Association des pays exportateurs de minéral de fer
UPOV Union Internationale pour la protection des obtentions végétales
ISVS Secrétariat International du service volontaire.

5. Liste des tableaux statistiques disponibles sur demande

Type de tableau : Titre et numéro de référence :

ANNUEL

- Emplois
- . Nombre d'emplois au siège de Genève des organisations internationales gouvernementales (réf. 1.1.1.1.), dès 1978
 - . Répartition des emplois par organisation internationale gouvernementale (réf. 1.1.1.2.), dès 1978
 - . Répartition des emplois dans les organisations internationales gouvernementales, par lieu de résidence et origine (réf. 1.1.1.3), dès 1978
 - . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève (réf. 1.3.1.1.), dès 1979
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales (réf. 2.3.1.1.), dès 1977

RETROSPECTIF

- Emplois
- . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1978-1981 (réf. 1.3.2.1.), 1982-1985 (réf. 1.3.2.2.) et dès 1986 (réf. 1.3.2.3)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.1.2.1.), 1981-1984 (réf. 2.1.2.2.) et dès 1985 (réf. 2.1.2.3.)
 - . Dépenses des organisations internationales non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.2.2.1.), 1981-1984 (réf. 2.2.2.2.) et dès 1985 (réf. 2.2.2.3)
 - . Dépenses des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.3.2.1.), 1981-1984 (réf. 2.3.2.2.) et dès 1985 (réf. 2.3.2.3)
- Réunions
- . Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1977-1980 (réf. 3.3.2.1.), 1981-1984 (réf. 3.3.2.2.) et dès 1985 (réf. 3.3.2.3)

HISTORIQUE

- Emplois
- . Personnel des organisations internationales gouvernementales et des missions permanentes à Genève, 1970-1979 (réf. 1.5.3.1.) et dès 1980 (réf. 1.5.3.2.)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1970-1979 (réf. 2.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 2.1.3.2.)
- Réunions
- . Réunions accueillies par les organisations internationales gouvernementales à Genève, 1970-1979 (réf. 3.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 3.1.3.2.)

SYNTHESE

- . Emplois, dépenses et réunions des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1976-1981 (réf. 5.3.2.1.) et dès 1982 (réf. 5.3.2.2.)
- . Emplois, dépenses et réunions des organisations internationales gouvernementales en Suisse, 1979-1984 (réf. 5.1.2.1) et dès 1985 (réf. 5.3.2.2)

Collection "Données statistiques"

- 1985/1 Résultats de l'enquête 1984 auprès des organisations internationales (prix : 10 F.)
- 1985/2 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre 1984 (prix : 15 F.)
- 1985/3 Enquête sur les budgets des ménages de salariés - Résultats 1984 pour le canton de Genève (prix : 10 F.)
- 1986/1 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre 1985 (prix : 15 F.)
- 1986/2 Enquête auprès des organisations internationales - Résultats de 1985 et données rétrospectives (prix : 10 F.)
- 1986/3 Le commerce extérieur du canton de Genève en 1985 (prix : 15 F.)
- 1986/4 Recensement fédéral de l'agriculture 1985 - Canton de Genève : choix de résultats par commune (prix : 15 F.)
- 1987/1 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre 1986 (prix : 15 F.)
- 1987/2 Enquête sur les budgets des ménages de salariés - Résultats 1985 pour le canton de Genève (prix : 10 F.)
- 1987/3 Les organisations internationales à Genève et en Suisse - Résultats de l'enquête 1986 et données rétrospectives (prix : 10 F.)

Prochaine publication :

- 1987/4 Résultats des élections et votations 1985 et 1986